

TÊTE-À-TÊTE SARKOZY-BOUTEFLIKA AUJOURD'HUI

Un aparté pour convaincre

«Chaque chose en son temps», avait opposé le président Bouteflika à l'impatience du Premier ministre français, François Fillon, qui, il y a une quinzaine de jours, à Alger, l'implorait de décliner une franche intention par rapport à l'Union pour la Méditerranée (UPM). Ce temps où Alger devra rendre réponse est-il arrivé avec cette opportunité d'aparté que le Sommet du G8 offre aux deux présidents Bouteflika et Sarkozy ?

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - C'est dans le lointain pays du Soleil Levant que le président français, Nicolas Sarkozy, accomplira l'ultime effort de persuasion à l'endroit du président Bouteflika qui, jusque-là, a fait mystère de son engagement dans le projet de l'Union pour la Méditerranée (UPM).

Les deux présidents algérien et français, Abdelaziz Bouteflika et Nicolas Sarkozy, auraient en effet convenu de s'aménager, en marge du Sommet du G8, à Tayako, un temps pour une entrevue en tête-à-tête.

Cet aparté, attendu pour aujourd'hui lundi, sera dédié quasi-exclusivement à la question de l'UPM autour de laquelle le président français éprouve encore de la peine à réunir un véritable consensus. Notamment parmi les pays de la rive sud de la Méditerranée. Côté français, cependant, le scepticisme semble avoir cédé la place à un optimisme triomphal.

L'Elysée a, en effet, rassuré hier que presque tous les sièges seront occupés le 13 juillet prochain à Paris, jour de lancement officiel de l'Union. «Presque tous les chefs d'Etat et de gouvernement de la

Méditerranée et de l'Europe seront présents le 13 juin à Paris», a confié hier le conseiller du président Sarkozy, Henri Guaino, au journal *Le Parisien*. Le même conseiller de Sarkozy a révélé que le président Bouteflika «donnera sa réponse au président Sarkozy lors de leur rencontre» de ce lundi, en marge du G8.

Henri Guaino laisse entendre par ailleurs qu'il y a une forte probabilité que le président Bouteflika marque de sa présence la cérémonie de lancement de l'UPM.

En effet, en termes de déflection de chefs d'Etat, il n'en a comptabilisé qu'une des fort probables : celle du guide de la révolution libyenne. «Je ne doute pas que la Turquie, grande puissance méditerranéenne, sera présente au plus haut niveau (...) la Libye, elle, devrait déléguer son ministre des Affaires étrangères en observateur.» La France, fort préoccupée par la réussite du projet lancé par son président, ménage les susceptibilités. Ainsi, selon le conseiller de Sarkozy, le protocole sera amputé de la traditionnelle photo de famille. Celle-ci pourrait être prise plus tard.



La dernière rencontre avant la tenue de la réunion de Paris.

Photo : Samir Sid

En décidant de se passer de la pose pour la photo de famille, la France espère aider les pays qui se voient mal poser en compagnie des dirigeants israéliens vaincre leurs réticences à faire le déplacement de Paris.

L'Algérie fait partie de ces pays qui ne se sont pas enthousiasmés pour l'UPM pour cause de la présence d'Israël mais aussi du flou qui a entouré le projet.

L'Algérie avait fait savoir auparavant qu'elle avait demandé à Paris des clarifications à propos du projet mais aussi qu'elle avait émis des remarques.

Sarkozy devra donc demain apporter des réponses à Bouteflika. Mais lesquelles ? On sait que sur la question de la libre circulation des personnes, la France s'est inscrite

dans une démarche tout à fait contraire, en proposant à l'Europe d'endosser un projet contraignant pour l'immigration. La repentance ? Sarkozy n'est pas engagé sur cette voie. La présence d'Israël dans l'UPM ?

Le chef du gouvernement, Ahmed Ouyahia s'est déclaré décomplexé par rapport à la question. Ce qui demeurera intéressant de savoir, c'est le degré d'implication de l'Algérie dans cette Union, si évidemment elle retient d'y participer.

A en croire ce qui s'est dit et écrit en termes de distribution de postes et de rôles, rien n'est réservé à l'Algérie. Ce sont plutôt l'Egypte, le Maroc et la Tunisie qui sont impliqués dans la gestion directe de l'UPM, du moins dans la première phase qui suivra sa mise sur pied.

S. A. I.

SON PREMIER SECRÉTAIRE NATIONAL ANIMERA
AUJOURD'HUI UNE CONFÉRENCE DE PRESSE

Vers une initiative politique du FFS ?

Le FFS veut-il peser sur les échéances politiques prochaines, dont la présidentielle de 2009 ? Tout porte à le croire. Lors de son intervention devant le conseil national de son parti, M. Karim Tabou n'a pas explicitement évoqué cette question. Mais à l'adresse des membres de cette instance organique, il a préconisé «la lucidité et l'anticipation» et mis en garde contre «la gestion à l'improvisiste».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Vraisemblablement, le premier secrétaire national du FFS sera interpellé sur cette question à l'occasion du point de presse qu'il compte animer aujourd'hui au siège national de son parti.

Dans un communiqué rendu public à cet effet, il a été indiqué que M. Karim Tabou animera une rencontre avec des journalistes, lors de laquelle il va «développer le point de vue du parti sur la situation politique du pays et rendra compte des travaux de la session ordinaire du conseil national qui s'est déroulée les 5 et 6 juillet derniers».

Selon des analystes de la question politique, le FFS et son premier secrétaire national, M. Karim Tabbou, ont certainement tiré les enseignements de la dernière consultation électorale. Les élections municipales de novembre 2007, qui ont vu le plus vieux parti de l'opposition démocratique «accuser un recul», ont eu pour conséquence la démission de son premier secrétaire, qui avait déclaré assumer les résultats du parti lors de cette consultation.

Selon des indiscretions, la direction nationale du FFS, née du quatrième congrès, veut «redonner au parti la place qui est la sienne». Pour cela, dans

un premier temps, on «remplace le parti sur l'échiquier national à travers sa capacité d'anticipation sur les événements politiques nationaux» ensuite on «redonne au FFS sa véritable dimension de parti d'opposition démocratique» en remobilisant ses structures de base, d'où l'idée d'une première évaluation de la situation interne du parti inscrite à l'ordre du jour de la session ordinaire de son conseil national.

Mais il n'en demeure pas moins que la double question de la révision de la Constitution et de l'élection présidentielle de 2009 est plus que jamais à l'ordre du jour du programme d'action de l'actuel secrétariat national du FFS. Dans cette optique, il n'est pas exclu que le FFS reprenne le chemin de l'initiative en avançant des propositions «de sortie de crise». D'ailleurs, Karim Tabou a tracé les contours de cette éventuel-

le démarche, lorsqu'il a évoqué dans son allocution devant les membres du conseil national la nécessité «de définir des axes d'action et de mobilisation dès maintenant». «Nous nous devons d'apparaître comme une force de proposition crédible devant l'opinion et nos partenaires politiques et sociaux», a-t-il souligné.

Il est important de noter que contrairement aux précédentes réunions du conseil national du FFS, celle qui s'est tenue les 5 et 6 juillet s'est distinguée d'une manière particulière. Il s'agit de «l'absence» du président du parti, M. Hocine Aït Ahmed, lui qui, à la veille de chaque réunion de ce genre, s'adresse aux membres du conseil national, d'autant que cette fois-ci, la réunion de cette instance a coïncidé avec la célébration du 46^e anniversaire de la fête de l'Indépendance.

A. B.

RUPTURE DE
CONTACT ENTRE
LES OTAGES
AUTRICHIENS ET
LEURS FAMILLES
Inquiétudes des
chancelleries
occidentales

Les deux otages autrichiens se trouvent-ils en difficulté ? Tout porte à le croire. Selon le porte-parole du ministère autrichien des Affaires étrangères, les familles des deux otages ont eu des difficultés à entrer en contact avec les deux otages autrichiens détenus dans le nord du Mali.

«Les familles sont très inquiètes à cause des nouvelles sur l'état de santé de l'un des otages. Hier, elles n'arrivaient pas à les joindre, ce matin non plus», a indiqué à l'AFP Peter Launsky-Tiefenthal.

Samedi, M. Müller, qui est selon le ministère autrichien des Affaires étrangères un ami de la famille, avait déclaré que le contact téléphonique était rompu «depuis 48 heures». «Qu'ils nous appellent pour nous rassurer», avait imploré M. Müller. Une source proche du dossier avait affirmé vendredi à l'AFP qu'un des deux otages était «très souffrant».

«On doit le mettre sous surveillance médicale, c'est urgent», avait précisé sous-couvert de l'anonymat à l'AFP cette source proche du dossier, qui n'a cependant pas précisé l'identité de l'otage, ni le mal dont il souffre.

Il pourrait s'agir de Wolfgang Ebner, 51 ans, qui avait annoncé à la mi-juin à son fils qu'il souffrait du choléra et du paludisme, lors d'une conversation téléphonique qui a été le premier signe de vie depuis 110 jours. M. Ebner et sa compagne Andrea Kloiber, 44 ans, originaires de la région de Salzbourg (nord de l'Autriche), ont disparu le 22 février dans le sud de la Tunisie.

Selon des sources concordantes, ils se trouvent actuellement dans le nord du Mali.

L'enlèvement du couple a été revendiqué le 10 mars par la branche d'Al-Qaïda au Maghreb islamique, qui avait initialement exigé la libération d'islamistes détenus en Algérie et en Tunisie. Les ravisseurs auraient également exigé une rançon de 5 millions d'euros, récemment réduite à 2 millions d'euros, selon une source proche du dossier.

Les ravisseurs des deux otages autrichiens seraient sur le point de conclure un accord avec les autorités autrichiennes pour la libération du couple Ebner et Andrea.

R. N.